



**Syndicat C.G.T.
des Galeries
Lafayette**

62, rue de Provence
75009 Paris
01-42-82-81-89
cgt@ceglhsm.com

Contact CGT : 01.42.82.81.89 / Poste : 81.89

Mail : cgt@ceglhsm.com

62 rue de Provence 75009 Paris

Site internet : <http://cgtglhaussmann.fr>

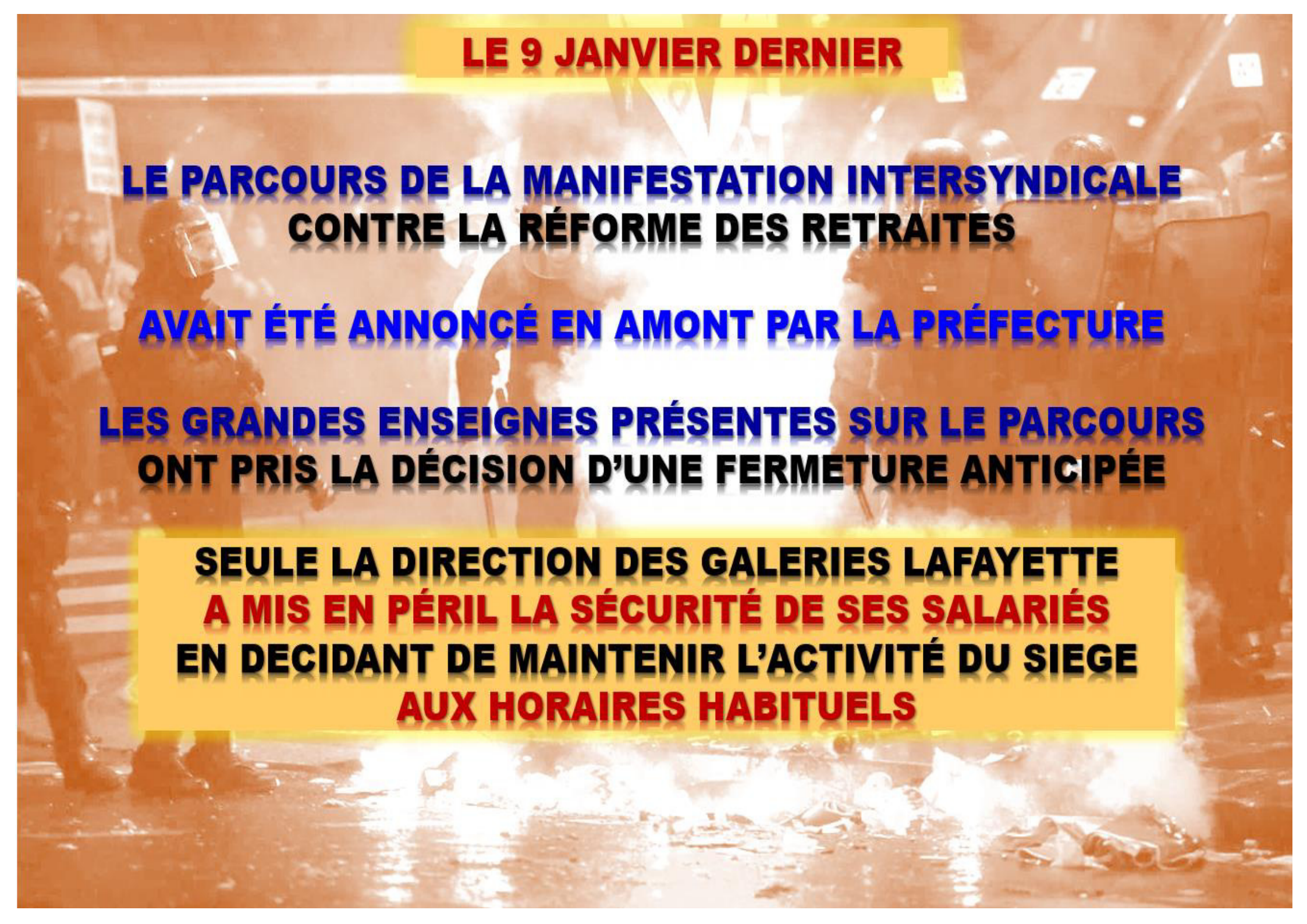


La référence syndicale
62, Rue de Provence
75009 Paris
Téléphone: 01 42 82 81 89

LES SALARIÉS DU SIÈGE MIS EN DANGER PAR LA DIRECTION



**09 JANVIER 2020
QUARTIER SAINT-LAZARE
SORTIE DES BUREAUX**

The background image shows a protest scene with riot police in helmets and shields, and a large cloud of white smoke or gas in the center. The ground is wet and reflective.

LE 9 JANVIER DERNIER

**LE PARCOURS DE LA MANIFESTATION INTERSYNDICALE
CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES**

AVAIT ÉTÉ ANNONCÉ EN AMONT PAR LA PRÉFECTURE

**LES GRANDES ENSEIGNES PRÉSENTES SUR LE PARCOURS
ONT PRIS LA DÉCISION D'UNE FERMETURE ANTICIPÉE**

**SEULE LA DIRECTION DES GALERIES LAFAYETTE
A MIS EN PÉRIL LA SÉCURITÉ DE SES SALARIÉS
EN DECIDANT DE MAINTENIR L'ACTIVITÉ DU SIEGE
AUX HORAIRES HABITUELS**



**A CAUSE DE CETTE DÉCISION IRRESPONSABLE
LES SALARIÉS DU SIÈGE
SE SONT TROUVÉS PRIS AU PIÈGE
AU MILIEU DES GAZ ET DES AFFRONTEMENTS
ENTRE POLICIERS ET MANIFESTANTS
SANS ISSUE POUR S'ÉCHAPPER
TOUTES LES RUES ADJACENTES AYANT ÉTÉ BLOQUÉES**

**MISE EN DANGER DE LA VIE D'AUTRUI
ARTICLE 223-1 DU CODE PÉNAL
PUNI D'UN AN D'EMPRISONNEMENT ET DE 15000€ D'AMENDE**

APPEL A LA GRÈVE RECONDUCTIBLE

Le gouvernement est "disposé à retirer" provisoirement l'âge-pivot de 64 ans du projet de loi sur la réforme des retraites tout en conservant le principe d'un âge d'équilibre.

Pure manipulation du gouvernement pour cet hypothétique (puisque provisoire) retrait de l'âge pivot.

Ceci est un leurre destiné à calmer le jeu et ne change rien au fait que la réforme vise à nous faire travailler plus longtemps pour des pensions dérisoires. Nous restons donc fermement opposé à la réforme.

La CGT appelle l'ensemble du monde du travail et la jeunesse à poursuivre et renforcer la grève reconductible sur tout le territoire, les 22 et 23 janvier. Nous appelons à faire du vendredi 24 janvier, date du conseil des ministres qui devrait examiner le projet de loi, une journée massive de grève et de manifestation interprofessionnelle.

